



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

États membres

Question au Gouvernement n° 4101

Texte de la question

« BREXIT » ET CRISE DE L'UNION EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe Les Républicains.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le Premier ministre, le référendum en Grande-Bretagne, que celle-ci décide de sortir ou de rester dans l'Union européenne – ce que nous souhaitons –, nécessitera de toute façon une action immédiate et énergique. Il y aura un avant et un après. La violence de la campagne, parfois dominée par la xénophobie, doit nous interpeller, tout comme la montée des populismes partout ailleurs. Cela suffit ! La France doit s'engager ! Elle ne peut pas continuer à voir passer les crises comme elle le fait depuis quatre ans, en restant inerte. L'Europe est pour nous, Les Républicains, un enjeu prioritaire, sur lequel nous faisons des propositions concrètes, objet, rien que ce dernier mois, d'une convention nationale et d'un club des vingt-huit rassemblant nos partenaires européens.

Mais nous payons aujourd'hui l'incapacité de François Hollande à réformer le pays et à respecter la règle des 3 % de déficit budgétaire, donc sa perte de crédibilité. Nous payons son absence de vision pour l'avenir de l'Europe. Nous payons la panne du moteur franco-allemand. Aucune négociation n'a été engagée avec nos partenaires pour refonder la zone euro ; sur l'immigration, Mme Merkel a négocié seule avec Erdogan, et François Hollande reste muet sur la réforme indispensable de Schengen. Il ne s'agit pas, monsieur le ministre des affaires étrangères, de lutter contre les trafics d'armes, mais de réformer Schengen ! Aucune avancée n'a été réalisée ni sur l'harmonisation fiscale, ni d'ailleurs sur les grandes politiques communes.

M. Sylvain Berrios. Eh oui !

M. Pierre Lequiller. Le référendum britannique est en soi un signal d'alarme. À une heure aussi grave, François Hollande met plus d'entrain à s'occuper de la primaire à gauche que de l'Europe ! (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain – « Eh oui ! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*) Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous dire si, dès après-demain, François Hollande compte enfin, sur l'ensemble de ces chantiers majeurs, prendre l'initiative ? Et si oui, laquelle ?

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député, j'espérais une approche un peu plus élevée de l'avenir de l'Europe...

M. Sylvain Berrios. Une approche à la hauteur de votre politique !

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. ...mais vous y mêlez des considérations de petite politique. Je vous laisse

cette approche, même si je la regrette. Nous sommes, en effet, à un moment historique pour l'Europe : pour la première fois, un pays va consulter son peuple pour savoir s'il reste ou non dans l'Union européenne. Cette décision a été prise par le Premier ministre britannique ; quant à la réponse, elle appartient au peuple britannique. La France a toujours été claire, et elle n'a pas été seule à le dire : face à une question aussi importante, nous souhaitons que le peuple britannique choisisse la solution qui recouvre à la fois son intérêt durable, mais aussi l'intérêt de l'Europe, notre avenir commun. Nous souhaitons – je souhaite, tout comme vous – que le peuple britannique choisisse le maintien dans l'Union européenne. Après, il faudra appliquer les décisions prises au Conseil européen, le 19 février dernier, ni plus ni moins, conformément à notre engagement.

En revanche – vous avez évoqué cette question, tout comme votre collègue –, il faudra ensuite prendre des initiatives pour redonner de l'espoir aux Européens. Il est vrai qu'aujourd'hui, un doute s'installe dans les esprits des peuples européens. Partout, le populisme et le nationalisme reprennent le dessus. C'est donc un défi pour nous tous : la France, l'Allemagne et les autres pays. La France s'exprimera ; le Président de la République a prévu de faire des propositions à la fois avec l'Allemagne, mais aussi en direction des autres peuples. En effet, l'avenir de chacune de nos nations n'est pas derrière nos frontières, mais aussi dans un projet commun. Pour cela, il y a des choses à changer en Europe, et nous le ferons ; c'est l'engagement que je prends devant vous. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lequiller](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4101

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 juin 2016](#)